Pouvoirs de sanction

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) dispose d'une gamme graduée d'outils de sanction, qu'elle décrit dans son Enforcement Monograph et dont elle rend compte dans un Enforcement Report périodique. À l'extrémité la plus légère figurent les rappels et avertissements prudentiels. Viennent ensuite les blâmes publics et l'imposition de conditions et d'instructions à un titulaire de licence. La transaction pénale (composition of offences) permet à la MAS d'accepter le versement d'une somme d'argent en lieu et place de poursuites pour des infractions réglementaires. Les sanctions civiles prévues par la Part 12 du Securities and Futures Act 2001 (SFA) s'appliquent aux abus de marché et peuvent être convenues ou faire l'objet d'un contentieux. Les ordonnances d'interdiction (prohibition orders) écartent des personnes physiques du secteur. Le retrait ou la suspension d'une licence met fin à l'activité. Les poursuites pénales sont menées par l'Attorney-General's Chambers sur la base des enquêtes du Commercial Affairs Department, souvent conjointement avec la MAS.[1]

L'affaire qui illustre cette panoplie dans le domaine des actifs numériques est celle de Three Arrows Capital. Le 30 juin 2022, la MAS a infligé un blâme au gestionnaire de fonds pour avoir fourni de fausses informations à la MAS et pour avoir dépassé le seuil d'actifs sous gestion autorisé pour une registered fund management company.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Le blâme est intervenu quelques jours après que l'effondrement du fonds fut devenu public et qu'il eut demandé sa liquidation aux îles Vierges britanniques. Les critiques ont jugé la mesure tardive et clémente. Le blâme a néanmoins établi officiellement que la MAS enquêtait déjà avant l'effondrement. Il a aussi préparé les ordonnances d'interdiction prononcées ensuite contre les fondateurs, que la Partie N, chapitre VII examine.[2] Cette séquence renseigne le praticien sur la méthode : la MAS agit sur la violation réglementaire qu'elle peut prouver rapidement, la rend publique et laisse les sanctions plus lourdes suivre l'enquête.

La MAS a eu recours à la transaction et aux blâmes contre des titulaires de licences de digital payment token (jeton de paiement numérique) pour des manquements en matière de lutte contre le blanchiment. Elle a également utilisé l'Investor Alert List pour mettre le public en garde contre des opérateurs non agréés. Elle a ainsi inscrit Binance.com sur cette liste en septembre 2021, une mesure qui a précédé le retrait par le groupe de sa demande de licence à Singapour.[3] La Partie N, chapitre VII recense les mesures de sanction prises contre les titulaires de licences DPT jusqu'en 2026, tandis que la Partie L, chapitre VII en tire les enseignements en matière de conformité.

Notes

1. MAS, « Enforcement Monograph », publié pour la première fois le 1er mars 2018 et mis à jour depuis ; MAS Enforcement Reports (publiés environ tous les dix-huit mois depuis 2019) ; sur les sanctions civiles, voir Securities and Futures Act 2001, Part 12, Division 3 (sections 232–236). ↩
2. MAS Enforcement Action, « MAS Reprimands Three Arrows Capital for Providing False Information and Exceeding Assets Under Management Threshold », 30 juin 2022 ; le gestionnaire de fonds était enregistré, de 2013 à 2022, sous le régime des registered fund management companies alors en vigueur en vertu des Securities and Futures (Licensing and Conduct of Business) Regulations. ↩
3. Communiqué de presse de la MAS du 2 septembre 2021 inscrivant Binance.com sur l'Investor Alert List pour avoir fourni des services de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

paiement à des résidents de Singapour sans licence ; Binance Asia Services a retiré sa demande en décembre 2021. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.